

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SILAR

45 CHAUSSEE JULES CESAR
95250 Beauchamp

Références : UD95 – 2026 - 097
Code AIOT : 0006505453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 dans l'établissement SILAR implanté 45 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 Beauchamp. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite inspection du 12/01/2024
- Points de contrôle liés aux premiers prélèvements environnementaux

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SILAR
- 45 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 Beauchamp
- Code AIOT : 0006505453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'activité principale de l'établissement est le négoce d'oxyde de zinc. L'établissement dispose de deux ateliers de mélangeage et d'ensachage.

L'établissement est classé Seveso Seuil bas pour la rubrique 4510 relative au stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique, dans des quantités inférieures à 200 tonnes. Les volumes autorisés sont :

- stockage d'oxyde de zinc et de phosphate de zinc < 200 t ;
- stockage d'oxyde de cuivre < 20 t.

15 personnes travaillent sur le site du lundi au vendredi.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	POI : exercice et mise à jour	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	4 mois
6	Premiers prélèvements environnementaux - Stratégie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	Premiers prélèvements environnementaux – Personnel compétent	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Capacités autorisées de stockage de l'oxyde de cuivre de 20 t	Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 2	/	Sans objet
2	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.4.1 et 4.4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Politique de prévention des accidents majeurs	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacités autorisées de stockage de l'oxyde de cuivre de 20 t

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2011, article 2				
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 4510 - Seveso Seuil bas				
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - article 2 de l'APC du 20 décembre 2011 ; - courrier du 22 juillet 2016 relatif au bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 4510 ; - courrier du 21 novembre 2017 relatif au dossier de demande de modification des conditions d'exploitation - Stockage de 20 t d'oxyde de cuivre. 				
Synthèse des références réglementaires précitées :				
Rubrique	Installations et activités concernées	Critère de classement	Volume autorisé	Classement
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : 1. Supérieure ou égale à 100 t quantité Seveso seuil bas : 100 t quantité Seveso seuil haut : 200 t	Stockage d'oxyde de zinc et de phosphate de zinc < 200 tonnes Stockage d'oxyde de Cuivre < 20 tonnes (courrier du 21 nov. 2017)	A (Seveso Seuil Bas)
2515	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels		90 kW	D
<p>-----</p> <p>Constats INSPECTION précédente :</p> <p>L'état des stocks lors de l'inspection ne montre pas de dépassement des quantités par rapport aux seuils autorisés.</p> <p>L'exploitant souhaiterait être autorisé à stocker 40 tonnes de CuO. Il souhaite donc rester sous le seuil de classement du statut Seveso seuil haut de 200 t.</p> <p>Observation n°1 : Si l'exploitant souhaite demander une augmentation des capacités autorisées de stockage de l'oxyde de cuivre de 20 t à 40 t, il est notamment demandé à l'exploitant de réaliser une analyse de la dispersion atmosphérique des fumées en cas d'incendie, et de faire appel à un bureau d'étude pour la réalisation du dossier de demande de modification si nécessaire. Le porter-à-connaissance est à déposer à la préfecture du Val d'Oise, tel que prévu à l'article R-181-46 du Code de l'environnement.</p>				

Constats :

L'exploitant a présenté l'état des stocks du 16/02/2026, soit :

- 78 tonnes de ZnO (couleur jaune)

- 3 tonnes de CuO (couleur rouge)

Et matières non dangereuses : 900 kg

L'état des stocks présenté est organisé de telle sorte que les quantités et natures des produits dangereux ou non, et inflammables ou non soient dissociées.

Celui-ci ne montre pas de dépassement des quantités par rapport aux seuils autorisés.

Chaque vendredi, l'état des stocks est édité. L'exploitant a précisé qu'à tout moment, quatre personnes sont en capacité de le consulter/l'éditer. Il a expliqué que cet état des stocks fluctue peu, et que le maximum atteint est 150 tonnes (rubrique 4510).

Lors de la visite du site, par sondage, l'Inspection a demandé à voir les stocks de CuO, et a évalué la quantité stockée à 3 tonnes, comme l'indiquait l'état des stocks fourni. Le lieu de stockage correspondait au plan.

Par ailleurs, comme lors de la dernière inspection, l'exploitant a émis sa demande pour pouvoir augmenter sa capacité de stockage de l'oxyde de cuivre (Cu₂O, rouge) de 20t à 40t. En effet, il a fourni en mains propres un porter-à-connaissance (PAC) (daté au 13/01/2026) de « Demande de modifications des conditions d'exploitation, afin d'obtenir la possibilité de stocker jusqu'à 40 tonnes de Cu₂O ». Y sont précisées les conséquences que peut avoir la modification de la répartition des produits stockés sur le site et la modification des risques encourus par le site. Suite à l'inspection, le PAC a été transmis au format numérique.

Pour appuyer sa demande, l'exploitant a présenté des échanges de mails entre lui et son expert Sécurité Ingénierie. Ce dernier a expliqué qu'il n'y a pas de produit de dégradation pour le Cu₂O, le produit étant incombustible et qu'ainsi, une analyse de la dispersion atmosphérique des fumées en cas d'incendie n'est pas nécessaire (en lien avec l'observation de l'inspection précédente).

L'exploitant a précisé à l'Inspection que la demande ne porte pas sur une augmentation de capacité de stockage mais bien sur une possibilité de stocker 20 t d'oxyde de cuivre au détriment de 20 t d'oxyde de zinc, dont la demande diminue contrairement à celle de l'oxyde de cuivre. Le seuil (seveso seuil bas) de 199 tonnes ne sera donc pas dépassé.

L'inspection, au vu des éléments apportés par le porter-à-connaissance, considère que la modification n'est pas substantielle. Par courrier du 21 novembre 2017, l'exploitant avait déjà soumis un dossier de porter-à-connaissance afin d'introduire 20 tonnes de Cu₂O dans son activité, en y apportant tous les éléments d'appréciation à l'Inspection. Aucune modification de stockage et de l'activité ne sera modifiée avec l'ajout des 20 tonnes supplémentaires demandées.

Ce point est conforme.

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet d'acter, à l'issue de l'instruction du PAC et dans le cas où celle-ci conclut que la modification envisagée est acceptable, la modification du tableau de classement des activités relevant de la nomenclature des installations classées. Au vu des autres modifications à prévoir dans l'arrêté préfectoral (cf. points de contrôle de l'inspection précédente et n°2 et n°6 ci-après), la rédaction d'un arrêté préfectoral complémentaire est à prévoir de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, articles 4.4.1 et 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan quadriennal
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2024
Prescription contrôlée : Article 4.4.1 - Mesures à réaliser La surveillance doit être effectuée sur des échantillons représentatifs prélevés au minimum à partir des 2 piézomètres de contrôle implantés sur le site et ce, de façon à assurer des prélèvements permettant d'apprécier l'évolution et la qualité des eaux souterraines. Le suivi au niveau des piézomètres se fait annuellement. [...] Article 4.4.3 - Bilan quadriennal Un bilan quadriennal de surveillance des eaux souterraines doit être réalisé et être transmis à l'Inspection des Installations Classées, au plus tard avant le 31 mars de l'année suivant la clôture des bilans.
Constats INSPECTION PRECEDENTE : L'exploitant a présenté les analyses des eaux souterraines du 30/05/2023 réalisées par le laboratoire accrédité COFRAC, ANALY-CO, pour les piézomètres Pz1 et Pz3. L'inspection relève notamment que la hauteur piézométrique n'est pas présente dans les résultats d'analyse, ce qui ne permet pas d'apprécier le sens d'écoulement et l'évolution des eaux souterraines. Par ailleurs, dans son courrier du 21/07/2021, l'exploitant a transmis son interprétation des résultats des analyses des eaux souterraines. Non conformité n°1 : L'inspection relève notamment que la hauteur piézométrique n'est pas présente dans les résultats d'analyse des eaux souterraines. L'exploitant ne dispose pas d'un bilan quadriennal de surveillance des eaux souterraines établi tel que prévu par le guide de surveillance des eaux souterraines du ministère de la transition écologique et des territoires, conformément à l'article 4.4.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2009. Il est demandé à l'exploitant, pour les prochaines analyses et le prochain bilan quadriennal des eaux souterraines de respecter la prescription et le guide précités et de faire appel à un bureau d'étude si nécessaire.
Constats : Suite à l'inspection précédente (2024), l'exploitant avait transmis le rapport d'intervention d'AnalyCO du 10/05/2023. En ce qui concerne les mesures à effectuer en 2025, l'exploitant a démontré par des échanges de mail avec la société prestataire AnalyCo qui vient faire les prélèvements, que le rendez-vous n'a pas pu être honoré en décembre comme prévu par la société suite à la panne d'une de leur pompe piézométrique. Par courrier du 15/12/2025, AnalyCo a décalé la date au 09/01/2026.

L'exploitant a par la suite montré les résultats d'analyses datés au 11/02/2026 et issus des prélèvements du 9/01/2026 sur les deux piézomètres du site, à partir desquels aucun dépassement n'est constaté. L'inspection a constaté que la hauteur piézométrique y est bien indiquée.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son bilan quadriennal établi le 21/07/2021 pour la période 2018-2021. L'exploitant se positionne sur la nécessité ou non de suivre tous les paramètres tout en apportant des données sur les vingt dernières années. En 07/2021, l'exploitant avait envoyé un courrier suite à la dernière inspection pour demander l'arrêt du suivi de certains paramètres sur les eaux souterraines.

Post-inspection, et sur proposition de l'inspection, l'exploitant a transmis le 17/02/2026 son dernier bilan quadriennal 2022-2025, établi tel que prévu par le guide de surveillance des eaux souterraines du ministère de la transition écologique et des territoires, qu'il a complété par une nouvelle demande argumentée relative à l'arrêt du suivi de certains paramètres sur les eaux souterraines.

Pour rappel, les paramètres contrôlés sont : pH, conductivité, hydrocarbures totaux, 16 HAP, Trichloréthylène et divers métaux (Zn, Pb, Cu, Cd, As, Cr, Fe, Ni et Hg).

L'exploitant souligne le fait que les éléments tels que : l'arsenic(As) ; le chrome(Cr) ; le Nickel(Ni) ; le Mercure (Hg) n'ont jamais fait l'objet d'une exploitation sur le site, ce qui est confirmé par les analyses.

En outre, parmi les éléments issus de l'activité passée de SILAR (> 20 ans), il est observé que les HAP et les hydrocarbures totaux ne sont plus présents dans les analyses depuis de nombreuses années.

Suite aux éléments transmis par l'exploitant, et argumentés depuis plusieurs années, l'inspection propose à Monsieur Le Préfet, de donner une suite favorable à la demande d'exemption de l'exploitant vis-à-vis du suivi des éléments suivants : **As ; Cr ; Ni ; Hg ; HAP et Hydrocarbures totaux.**

Il est proposé d'apporter ultérieurement les modifications à l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/07/2009 dans un arrêté préfectoral complémentaire.

Ce point est conforme. La non-conformité de 2024 a été suivie d'effet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues, conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats INSPECTION PRECEDENTE : <p>L'inspection a constaté que des travaux électriques ont été réalisés depuis la dernière inspection. L'exploitant a également présenté la facture du 27/12/2023 relative à la reprise de l'armoire générale de l'atelier oxyde de zinc.</p> <p>Non conformité 2024 :Le rapport de vérifications des installations électriques réalisé par l'APAVE le 20/07/2023 présente 5 observations sont récurrentes en haute tension et 17 observations sont récurrentes en basse tension. Afin d'apporter une traçabilité des actions réalisées sur les installations électriques, il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'action détaillé avec des échéances pour chaque action récurrente. En l'état, les installations électriques ne sont pas conformes à l'article 7.2.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2009.</p>
Constats : <p>L'exploitant a remis en mains propres les diverses factures montrant les investissements importants qui ont été réalisés pour la mise aux normes électriques du site entre les années 2020 et début 2026, soit environ 32 000€ : chaque année, depuis octobre 2010, l'entreprise UDELEC (majoritairement) intervient pour reprise de l'installation suite au rapport de l'APAVE. Le 13/04/2026, par exemple, l'armoire n°3 de l'atelier Oxyde de Zinc a été renouvelée, suite au rapport de l'APAVE du 30/01/2023.</p> <p>En ce qui concerne le dernier rapport de vérification, qui date du 6/11/2025, et réalisé par l'APAVE, il met en évidence 8 observations (aucune non-conformité) qui ont été suivies le mois suivant par des actions d'intervention de la part de l'entreprise UDELEC le 19/12/2025 (devis au 25/11/2025) suite au compte rendu précité.</p> <p>Enfin, la facture d'UDELEC d'un montant de 900€ émise en date du 23/01/2026, fait état du remplacement du tableau d'alarme incendie T4.</p> <p>Lors de la visite du site, l'Inspection a pu constater les opérations massives de remises aux normes électriques réalisées.</p>

L'exploitant a pu démontrer un plan d'action efficace mené sur 5 ans pour se remettre en conformité électrique. A ce jour, toutes les non-conformités et observations ont été levées par des interventions régulières et un suivi cohérent.

Ce point est conforme et permet de lever la non-conformité de 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Politique de prévention des accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Politique de prévention des accidents majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant décrit la politique de prévention des accidents majeurs dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a pu présenter son document de « politique de prévention des accidents majeurs », et l'a fourni en version numérique suite à l'inspection. Elle est composée d'un paragraphe sur l'engagement de la Direction, et d'un second sur la politique santé, sécurité et environnementale.</p> <p>Ce point est conforme et permet de lever la non-conformité de l'inspection précédente.</p> <p>Observation n°1 : L'Inspection demande à l'exploitant de dater son document de « politique de prévention des accidents majeurs », puisque ce dernier, conformément à l'article R. 515-87 du code de l'environnement, nécessite d'être réexaminé au moins tous les cinq ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : POI : exercice et mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : L'exploitant a présenté son POI mis à jour en février 2026. Les nouvelles dispositions liées aux premiers prélèvements environnementaux y sont intégrées. Les plans sont à jour, les fiches réflexes, le schéma d'alerte et les mesures à prendre en fonction de l'accident et une cartographie de la localisation des dangers y sont présents. Concernant la réalisation d'exercice POI, l'exploitant a expliqué ne pas en avoir réalisé. Il a précisé que les agents du site sont formés régulièrement sur les risques. Un justificatif démontrant les compétences des agents a été présenté à l'inspection. L'exploitant s'est engagé à en réaliser un prochainement. Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 5 de l'Arrêté Ministériel du 26/05/2014, l'exploitant n'a pas réalisé d'exercice POI. Au vu de l'engagement de l'exploitant, de l'expertise démontrée et de la bonne tenue des conditions d'exploitation, l'Inspection propose de ne pas invoquer une mise en demeure, mais demande qu'un exercice POI soit réalisé dans les 6 premiers mois de l'année 2026, et que les justificatifs soient transmis à l'Inspection. Lors de la visite du site, l'inspection a proposé à l'exploitant de faire un test de fonctionnement de la vanne guillotine, qui est évoquée dans son POI (p.18). Pour rappel, l'inspection précédente avait relevé la mise en place récente d'une vanne en sortie du site. L'exploitant a apporté l'outil pour fermer la vanne, sur laquelle y figure un autocollant indiquant le bon sens de rotation, et a démontré être en capacité de manipuler la vanne en cas d'incendie. Un salarié, partant au même moment a ajouté avoir manipulé l'outil récemment lors d'une formation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Premiers prélèvements environnementaux - Stratégie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; [...]
Constats : Dans son POI de février 2026, l'exploitant a intégré les nouvelles dispositions liées aux premiers prélèvements environnementaux. Afin d'intégrer les nouvelles exigences liées aux premiers prélèvements environnementaux, l'exploitant a expliqué avoir travaillé en étroite collaboration avec leur partenaire SNCZ qui utilise également de l'oxyde de zinc (seveso seuil haut). Pour établir sa stratégie et les substances à rechercher, l'exploitant a apporté des justifications validées par son cabinet d'expertise. Il a conçu à ce titre, trois fiches réflexes dans son POI en fonction des milieux : EAU, SOL et AIR, dans lesquels les équipements, protocoles de prélèvement et substances à rechercher sont précisés. En introduction, l'exploitant et le POI explique que : les produits utilisés (4510) sont incombustibles, non explosifs, ne sont pas incompatibles et n'engendrent pas de produit de décomposition dangereux. Comme indiqué dans son EDD, l'exploitant a indiqué que le danger majeur retenu par l'étude de danger (EDD) est le feu de palettes de bois du site. Il a précisé que pour un tel scénario d'incendie, les produits de décomposition sont connus (émissions de gaz de monoxyde et de dioxyde de carbone notamment). En ce qui concerne les prélèvements air, l'exploitant a donc conclu à la non-pertinence de les mener, mais a tout de même prévu un protocole strict et une liste de matériel. Il ne s'est néanmoins pas équipé de cet équipement. Ce point de contrôle constitue une non-conformité. Quant aux fiches réflexes sol et eau, elles sont pertinentes. L'exploitant a expliqué les démarches et le matériel, qu'il possède d'ores et déjà. Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, l'exploitant n'a pas mis en place toutes les dispositions liées aux premiers prélèvements environnementaux. L'inspection demande de l'exploitant d'acquérir le matériel nécessaire pour mener les prélèvements air. Aussi, l'inspection propose d'inscrire les spécificités des premiers prélèvements environnementaux dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Premiers prélèvements environnementaux – Personnel compétent

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...] [...]
Constats : Dans son POI, l'exploitant a démontré être en capacité de mener les premiers prélèvements environnementaux en interne. Le matériel est présent, le protocole clair et l'exploitant s'engage à former régulièrement le personnel habilité. En revanche, l'exploitant n'a pas apporté la preuve des compétences du personnel sur site à la gestion du POI. Quant aux analyses, l'exploitant a précisé être déjà en contrat avec le laboratoire LDAE de Cergy. Tout prélèvement environnemental pourra leur être envoyé. L'exploitant a précisé que le kit de prélèvement eau a été fourni par ce laboratoire. Si besoin, l'exploitant a proposé dans son POI d'autres laboratoires sous-traitants si nécessaires. Non-conformité n°3 : Contrairement à l'alinéa « personnel compétent » de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier de la liste du personnel compétent à mener les premiers prélèvements environnementaux. Ce point de contrôle constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois